

Zeitschrift: Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile
Herausgeber: Schweizerischer Zivilschutzverband
Band: 44 (1997)
Heft: 6

Rubrik: Voix Suisse romande

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 30.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Edit romand

On inaugure:

Sculpture monumentale à Gollion

Ensemble!

L'Assemblée des délégués de l'USPC à Fribourg a été intéressante à plus d'un titre. Tout d'abord, l'esprit impalpable de la société multiculturelle et la tolérance naturelle du Pays de Fribourg ont insufflé une qualité d'écoute rarement ressentie lors d'une telle assemblée.

D'autre part, toutes les interventions faites à la tribune tendaient non seulement à la reconnaissance de l'institution Protection civile, mais aussi et surtout à l'absolue nécessité de la réaliser «ensemble», c'est-à-dire avec tous les partenaires concernés. C'est peut-être là que se trouve la mission essentielle de l'USPC, soit: donner l'impulsion nécessaire à ce que la sauvegarde et la protection de la population et de ses biens constitue l'élément principal des préoccupations de chacun et non pas la défense d'intérêts personnels et partisans. Dans ce sens, il ne s'agit pas de se perdre en conjectures sur la forme du calice, mais de ce concentrer sur le contenu qui peut être «amer comme chicotin», soit apaisant comme les eaux du Léthé. Alchimie subtile dont la PCi détient une des clés. En d'autres termes, se lamenter sur la maigreur des finances est une chose; aller à la rencontre de ses partenaires en est une autre. Les possibilités d'économie se trouvent certainement à cette forme de confluent que représente la volonté de connaître ses partenaires, et celle de la détermination d'une mise en commun des forces disponibles.

Il s'agit donc de réfléchir et d'agir «ensemble» pour que cette institution éminemment humanitaire qu'est la PCi progresse, à un coût supportable pour le citoyen. C'est le sens profond que l'on peut donner à l'action de l'USPC et à son rôle de catalyseur et de courroie de transmission, virtuellement exprimé à Fribourg.

René Mathey

Mh.

C'est en présence du conseiller d'Etat Philippe Bieler et de nombreux représentants des autorités de la région que Michel Buttin, chef du Service cantonal vaudois de PCi qu'a été inaugurée une sculpture monumentale due à l'artiste vaudois Pierre Oulevay.

RENÉ MATHEY

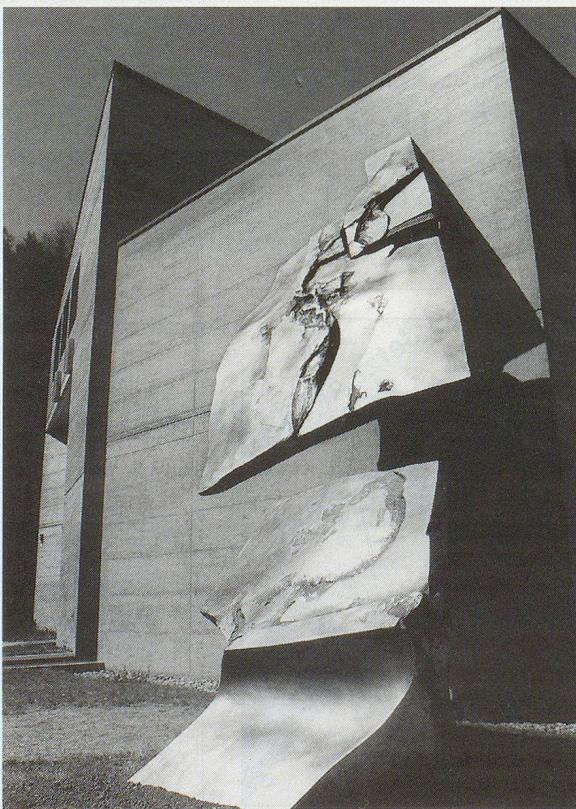
Il est réjouissant que le Conseil d'Etat, malgré des finances déficientes, soutienne et encourage la réalisation d'œuvres d'art. C'est une manière de reconnaître une valeur fondamentale et intemporelle: l'expression artistique dédiée à la vie. C'est aussi prendre le risque de rendre compte d'une manière symbolique, pas forcément comprise par tous, de la mission humanitaire de la protection civile. En tout cas, c'est ce qu'a voulu exprimer le sculpteur Pierre Oulevay. Comme il le dit lui-même: «J'ai voulu exprimer deux symboles. La grande forme organique déployée symbolise le bouclier, synonyme de protection. Le second, par les éléments qui viennent à la rencontre l'un de l'autre, est une liaison formelle, visuelle et plastique à l'image de deux mains qui se tendent.»

Ce sont ces expressions-là qui ont séduit le jury, présidé par Pierre-Yves Lador, parmi les cinq projets présentés. Le projet présenté par le sculpteur de Saint-Saphorin a été proposé au Conseil d'Etat pour les raisons qu'explique le jury dans son rapport: «Par ces formes organiques en dialogue avec la nature environnante et sa matière brillante et lisse en contraste avec le caractère mat et rugueux du béton, l'œuvre proposée dégage une forte présence qui exprime à la fois la nature violente des événements auxquels la protection civile est appelée à faire face et la mission de secours qu'elle met en œuvre.»

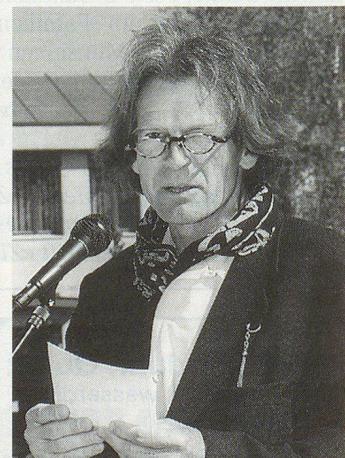
Une belle réalisation

A partir des plâtres sculptés par Pierre Oulevay, l'œuvre a été confiée à la Fonderie Petit dans le Val-de-Travers qui l'a réalisée en fonte d'aluminium.

Quant à Michel Buttin, il ne tarit pas d'éloges: «C'est superbe, ce qu'a fait Pierre Oulevay. Elle donne de la vie à la façade du Centre; par sa composition aérienne, elle donne non seulement envie d'entrer, mais en plus elle s'intègre harmonieusement au site.»



PHOTOS: RM-INFO, PULLY



Le sculpteur Pierre Oulevay.

jeux d'ombre et de lumière sur la sculpture de Pierre Oulevay.

Jeux d'ombre et de lumière sur la sculpture de Pierre Oulevay.

Télécommunications et aide humanitaire**Journée mondiale des télécommunications**

rm. Célébrée chaque année le 17 mai, la journée commémore la fondation de l'Union en 1865, sous le nom d'«Union télégraphique internationale», par les représentants plénipotentiaires de vingt Etats signataires de la Convention internationale. Le thème choisi cette année est celui des «Télécommunications et aide humanitaire». Une conférence de presse destinée à lancer la journée a réuni: Jean-Philippe Maitre, président du Conseil d'Etat de la République et Canton de Genève, Cornelio Sommaruga, président du CICR, Pekka Tarjanne, Secrétaire général de l'UIT (Union internationale des Télécommunications) et Martin Griffiths, adjoint du Secrétaire général pour les affaires humanitaires (ONU).

Comme l'a souligné Jean-Philippe Maitre, le lieu choisi pour le lancement de la journée mondiale des télécommunications – la salle de l'Alabama – est hautement symbolique. En effet, c'est dans cette salle, le 22 août 1864, que fut signée la première convention de Genève pour la protection des blessés de guerre. C'est d'ailleurs ce qui a profondément marqué ce qu'allait devenir et qu'est devenu le Comité International de la Croix-Rouge (CICR). Autre fait significatif, cette salle a aussi servi de berceau à la vocation de Genève comme centre international d'arbitrage, puisqu'on y a signé, en 1873, un accord qui mit fin à un litige entre les Etats du Nord des Etats-Unis et l'Angleterre (l'Angleterre avait livré aux camps des Sudistes une vingtaine de navires, dont «l'Alabama».

Genève abrite aussi, souligne Jean-Philippe Maitre, l'Union internationale des télécommunications (UIT). La présence et le rayonnement de l'UIT ont permis de développer «Geneva-MAN», qui permet l'utilisation la plus rapide, grâce à la fibre optique, des moyens de télécommunications actuellement disponibles. La voix, le son et l'image peuvent circuler en temps réel. Ce système est né d'une idée de l'Organisation Mondiale de la Santé, soutenue par Télécom PTT. Aujourd'hui, ce système lie les organisations internationales entre elles, et est également accessible aux entreprises.

Selon Jean-Philippe Maitre, Genève entend soutenir le développement des télécommunications au service de l'aide humanitaire. En 1966 l'Etat a donc accordé une subvention directe de 1 million de francs suisses au HCR, pour soutenir un centre de télécommunication humanitaire en liaison satellite avec les opérations humanitaires que coordonne le HCR sur le terrain.

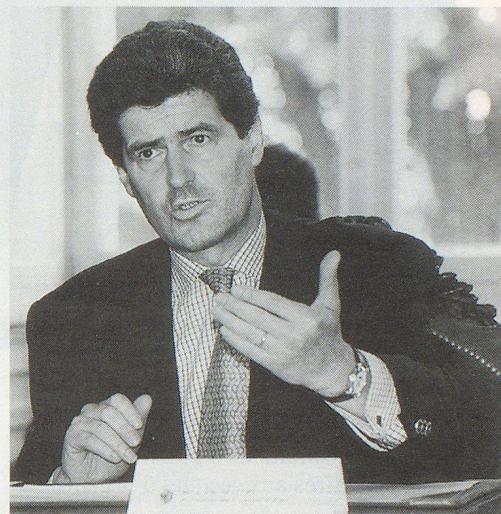
Aide humanitaire d'urgence

Pour Cornelio Sommaruga, président du CICR, l'importance des télécommunications n'est plus à démontrer. Elles permettent de maintenir un contact permanent entre Genève et les 60 délégations, entre les 6000 collaborateurs du siège et les 1200 expatriés comme avec les 8000 collaborateurs des délégations.

Actuellement, le CICR possède le plus important réseau privé de télécommunication, que ce soit par téléphone, courrier électronique, fax et radio.

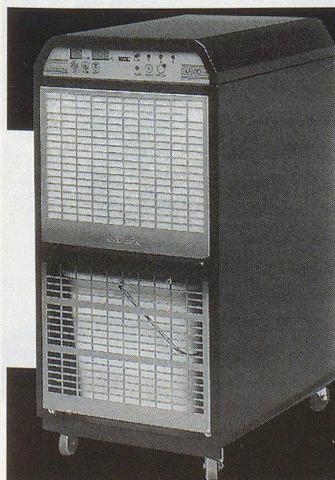
Quant à Pekka Tarjanne, il a principalement mis l'accent sur les difficultés des télécommunications lors de catastrophes. En effet, quoi de plus difficile que de coordonner les secours sur place, de fournir l'information aux sièges des organisations humanitaires (gouvernementales ou non

gouvernementales), aux médias, comme de solliciter une aide particulière dans un domaine spécifique, lorsque tout est détruit? Sans compter, comme l'a souligné avec vigueur Pekka Tarjanne, avec la pape-rasserie qui peut atteindre des proportions



Jean-Philippe Maitre, président du Conseil d'Etat: «Genève entend soutenir le développement des télécommunications au service de l'aide humanitaire.»

ridicules lorsque des équipes de secouristes ne sont pas autorisées à apporter leurs «walkies-talkies», autorisations qu'elles doivent obtenir auprès de ceux-là mêmes qu'elles sont en train de secourir! C'est la raison pour laquelle l'UIT a travaillé à l'élaboration d'une nouvelle Convention régissant l'utilisation transfrontalière des équipements de communication. Il ne faut pas se tromper, cette convention (connue sous le nom de «Convention sur la mise à disposition de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophes»), si elle est adoptée, et ce devrait être le cas l'année



De l'humidité dans les abris?

- La nouvelle génération de déshumidificateurs d'air – automatiques, robustes, fiables
- 11 modèles pour toutes les applications
- Mesures gratuites de l'humidité
- Méthode éprouvée depuis plus de 60 ans

Krüger + Cie SA

1606 Forel VD, Téléphone 021/781 27 91

Münsingen BE, Grellingen BL, Gordola TI, Dielsdorf ZH, Weggis LU,
Zizers GR, Samedan GR, Siebnen SZ, Degersheim SG

Envoyez-moi une information détaillée sur vos déshumidificateurs pour abris:

Nom:

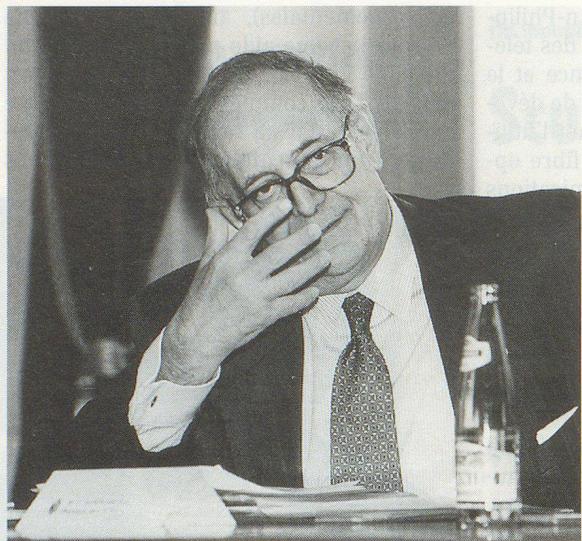
Adresse:

NPA/Localité:

envoyer à: Krüger + Cie SA, 1606 Forel VD



KRÜGER



Cornelio Sommaruga,
président du CICR:
«Il est primordial de
garder le contact avec
les 60 délégations
et leurs 8000 colla-
borateurs...»



Pekka Tarjanne,
Secrétaire général UIT:
«Les techniques
satellitaires sont au
cœur de l'échange
de l'information de
demain.»

prochaine, devrait permettre de simplifier considérablement les règlements douaniers et les conditions d'obtention de licences nécessaires aux secours d'urgence.

Les techniques utilisées

Lors de catastrophes, les secouristes doivent mobiliser des équipements et du personnel. Les techniques actuellement utilisées telles que la radio en ondes métriques rendent toujours de précieux services dans des opérations sur le terrain. Toutefois, on voit pointer à l'horizon, souligne Pekka Tarjanne, de nouvelles techniques. Elles ouvrent de nouveaux types de systèmes à satellites connus à l'UIT sous l'abréviation de GMPCS. Ils sont parfois aussi connus sous les noms de «super et mini LEO». En l'occurrence, il s'agit de téléphones à satellite Mini-M Immarsat.

Cette technologie offre l'énorme avantage d'échanger des informations sous des formes diverses, avec n'importe quelle personne, n'importe où, quel que soit le type de système téléphonique local ou même en l'absence de système téléphonique local. Utilisant des passerelles portables provisoires ou des communications de satellite à satellite, les systèmes GMPCS seront en mesure de fonctionner même lorsque toutes les autres communications auront été rendues impossibles. La capacité de ces systèmes à transmettre toutes sortes d'informations, et même par la suite un trafic multimédia tel que des images de la zone sinistrée permettra une amélioration dans la définition du type de secours nécessaires et son acheminement là où on en a le plus besoin.

Quant à Martin Griffiths, directeur du Département des Affaires Humanitaires

(DHA), il a mis l'accent sur le fait que les réseaux de télécommunications sont au cœur de tout système de gestion de l'information, tel que le «Reliefweb», qui apporte les données nécessaires à ceux qui prennent les décisions. Il en est de même lors de la transmission d'une alerte qui permettra aux populations de se protéger ou encore d'évacuer une zone dangereuse, qui ne peut fonctionner sans communications fiables. Le «Reliefweb» est un projet du DHA. Ce système global d'information est destiné à disséminer les informations concernant les situations d'urgence et les catastrophes naturelles. Enfin, un Centre de télécommunications humanitaires sera installé sur la Place des Nations, à Genève. Il sera ouvert au public et celui-ci pourra suivre des démonstrations des différentes techniques de communication utilisées actuellement. □

Premiers effets de la régionalisation

Le Mont: sous la houlette de l'ORPC!

rm. Le Mont (voir Protection civile n° 39) a vécu son premier exercice dirigé conjointement par l'état-major communal et par le chef de l'Office régional de PCi de Lausanne-Nord, Francis Desarzens. Samuel Candaux, président du Comité directeur de la région, a suivi les travaux.

Si, sur le fond, la régionalisation vaudoise ne change rien au fonctionnement d'une PCi communale, elle modifie néanmoins la

structure administrative et la gestion d'un exercice dans sa préparation. Toutefois, la réalisation reste du domaine communal et la responsabilité de sa bonne facture lui appartient.

En effet, la Commune du Mont souhaitait réaliser une place de jeux; parallèlement il s'agissait de construire une barrière de quelque 300 mètres, destinée à empêcher les promeneurs de s'approcher des falaises bordant la Place du Châtaignier. Ce dernier travail était jugé d'autant plus urgent qu'une masse de terre et mollasse de 50 m³ avait chuté aux abords d'une cave de conservation des fromages. Ces travaux entraînent dans les attributions des services concernés de la Commune. Cependant, pour des raisons pratiques, les Autorités communales les ont confiés à la protection civile.



Samuel Candaux: «Après trois mois d'existence, les premières expériences faites par la Région sont positives.»

Concrètement, l'état-major communal de PCi s'est réuni à plusieurs reprises avec le chef de l'ORPC pour planifier l'engagement des quelque 100 personnes nécessaires à la réalisation des missions. Une partie des convocations a donc été traitée à la Commune et le reste par l'intermédiaire de la région. Le matériel nécessaire (outils) provenait aussi de la région Lausanne-Nord.

Point de vue du Comité directeur

Pour Samuel Candaux, même s'il s'agit de respecter l'autonomie communale il ne fait aucun doute que Le Mont est intégré au dispositif du Nord lausannois. A ce titre, il est normal que la Région aide «ses» communes. De plus, ce genre d'exercice permet à la Région de mieux connaître les particularités de chaque commune et le degré de préparation de sa PCi. Sur le plan financier, le budget est plutôt serré; peut-être faudra-t-il revoir les Fr. 26.50 légèrement à la hausse. Il y a effectivement des frais qui ont été sous-estimés (papier, affranchissement, informatique, etc.). Il faut préciser tout de même que seule une comptabilité analytique permettra de jauger réellement du coût de la région.

Quant au futur chef de Quartier suburbain, Jean-Charles Fresquet, il se déclare très intéressé de mettre ses forces au service de la communauté, même si, pour l'instant, il ne se sent pas encore véritablement opératif. Il pense aussi que la nouvelle génération de cadres miliciens devraient être plus efficaces, si tant est qu'ils puissent compter sur l'aide logistique de la région.

Point de vue de l'ORPC

Francis Desarzens est l'ancien chef local du Mont, et actuel patron de l'ORPC de Lausanne-Nord.

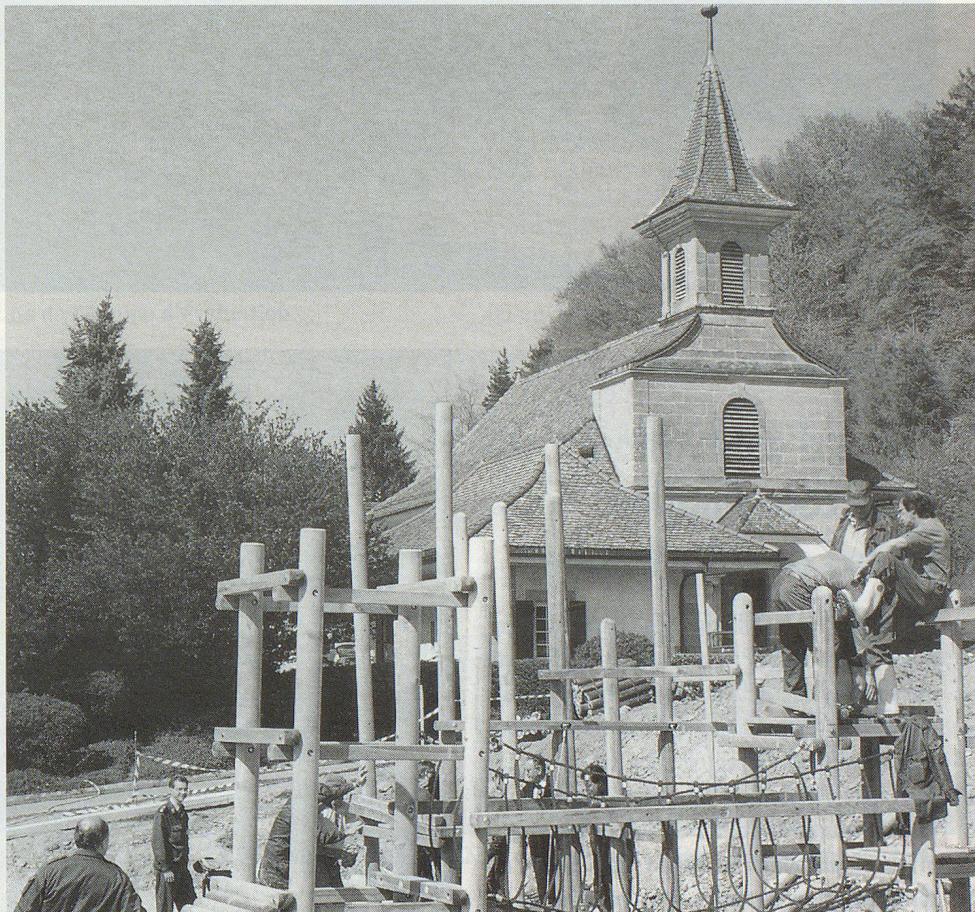
De milicien, il est devenu professionnel; le niveau de responsabilité a changé. Comme il le dit prudemment lui-même: «Le point de vue change même si, intrinsèquement, le travail reste quasi identique. Il change surtout de dimension». Devant maintenant gérer un «outil» qui, par définition, doit être plus efficace, il s'agit maintenant, poursuit Francis Desarzens, d'utiliser véritablement les compétences des astreints comme des futurs cadres. Il est primordial de mettre la bonne personne au bon endroit. Auparavant, même si le raisonnement procérait de la même intention, «on» cédait plus volontiers à une forme de facilité.

«La position de l'ORPC est stratégique; elle doit pouvoir assurer une mission d'aide et de secours avec des impératifs de rapidité et d'efficacité, explique Francis Desarzens. A ce titre, je me dois d'avoir une vue la plus

large possible afin de pouvoir intervenir le plus rapidement possible avec du personnel motivé. Il ne fait aucun doute que ce personnel se trouve dans chaque commune, il suffit de faire une sélection adéquate et non plus simplement d'incorporer pour atteindre l'effectif réglementaire.» Une autre mission que s'est fixée la région, est celle d'un renforcement des liens informels avec les pompiers des différentes

communes de la région; le but à atteindre étant d'apprendre à se connaître mutuellement et de se prêter, le cas échéant, aide et assistance.

En conclusion, on peut dire qu'après trois mois d'existence les premières expériences faites par la région sont positives. A cet égard, tient à préciser Samuel Candaux, l'aide du Service cantonal a été précieuse. □



L'espace jeux réalisé par la PCi Montoise prend forme...



...sous les yeux intéressés de (g. à dr.) Francis Desarzens, chef ORPC, Samuel Candaux, président du Comité directeur de Lausanne-Nord et Daniel Girardet, adjoint.



Ouverture du cours par Ph. Biéler, conseiller d'Etat (au centre); de g. à dr.: Michel Buttin, chef OCPCI, Charles Raedersdorf, chef du Corps suisse d'aide en cas de catastrophe (CSAC) et Philippe Bouillé, directeur du DHA.

Les experts de l'ONU à Gollion

Cours d'évaluation et de coordination en cas de catastrophe

rm. Ce sont les installations du Centre cantonal d'instruction de la PCi vaudoise de Gollion qui ont servi de cadre d'entraînement d'une équipe des Nations Unies. Ce quatrième cours d'évaluation et de coordination en cas de catastrophe (UNDAC 97) a réuni des experts internationaux rattachés au Département des affaires humanitaires (DHA) de l'ONU. La cérémonie d'ouverture a été présidée par le conseiller d'Etat Philippe Biéler, accompagné par Philippe Bouillé, directeur du DHA et de Charles Raedersdorf, chef du Corps suisse d'aide en cas de catastrophe.

En plus d'une vingtaine de collaborateurs du DHA et d'autres agences onusiennes venant du monde entier, six pays ont délégué des représentants de leurs organisations nationales de secours. L'Autriche, l'Allemagne, la Suède, le Royaume-Uni, les USA et enfin la Suisse avec deux membres du Corps suisse d'aide en cas de catastrophe étaient également présents.

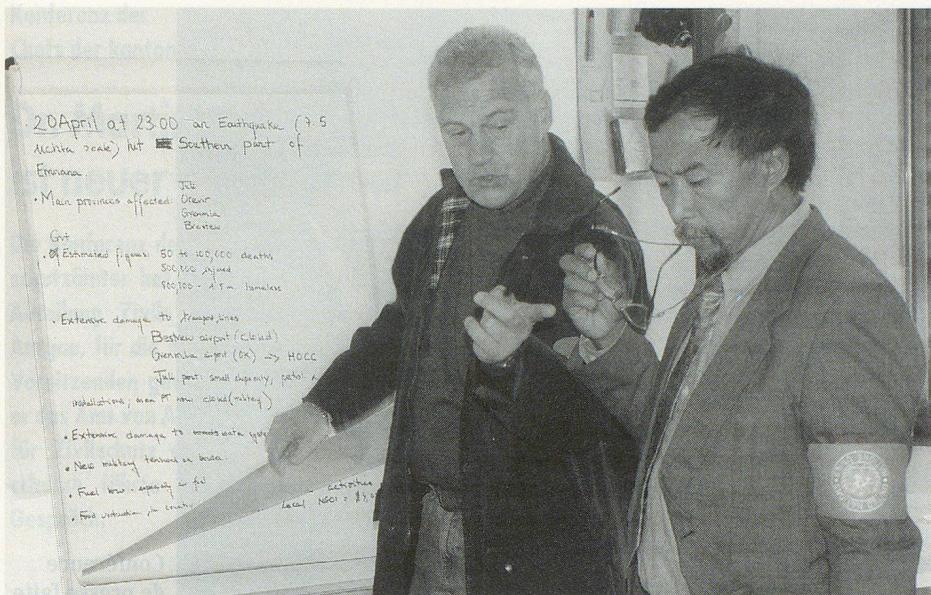
Lors de ses souhaits de bienvenue, Philippe Biéler s'est réjoui de pouvoir mettre les installations de la PCi à disposition de ce cours organisé conjointement par le DHA et la Division aide humanitaire du Département fédéral des affaires étrangères. Il a notamment souligné cette collaboration de



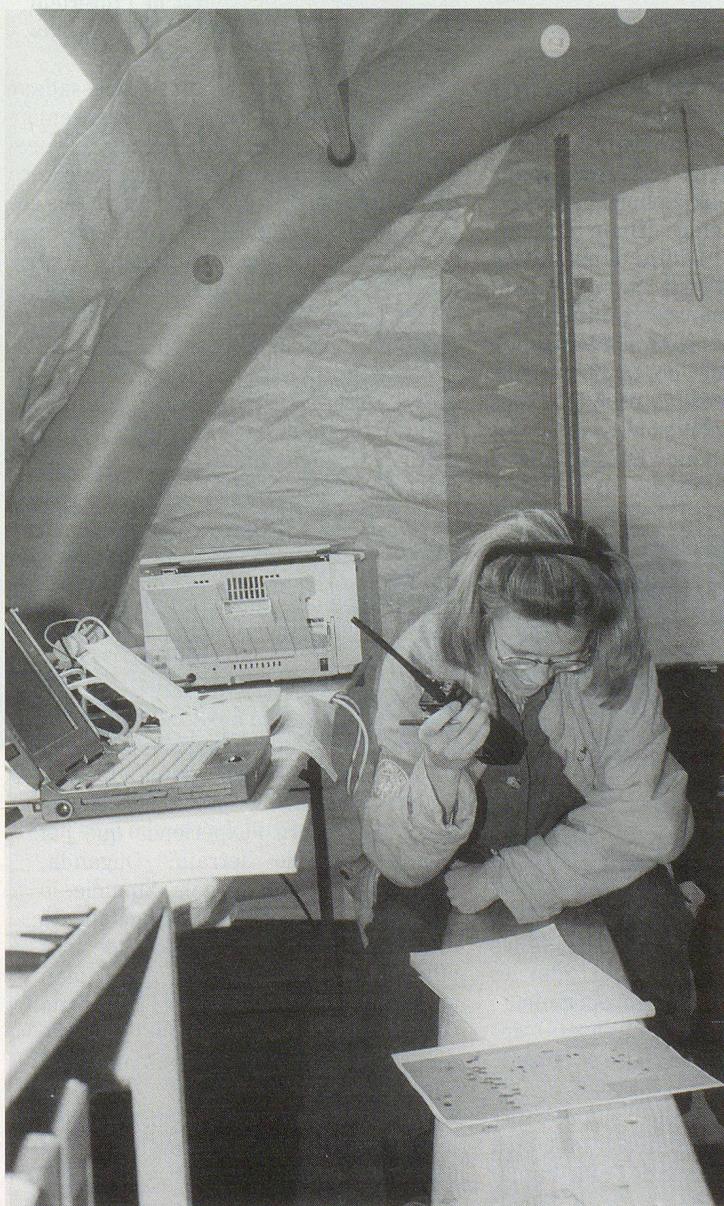
L'équipe danoise d'évaluation et son équipement mobile de transmission.



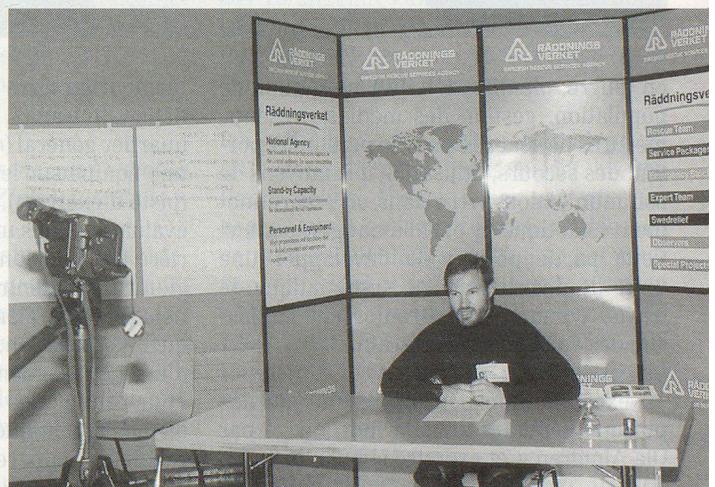
Madeleine Moulin-Acevedo, chargée de presse (DHA) et Walter Jäggli, expert en logistique suisse (CSAC).



Le QG fait le point de la situation sur les constats de l'équipe d'évaluation.



Les premiers renseignements arrivent au Centre de coordination par VHF ou fax.



De son côté, la «CNN» donne les premières informations télévisées.

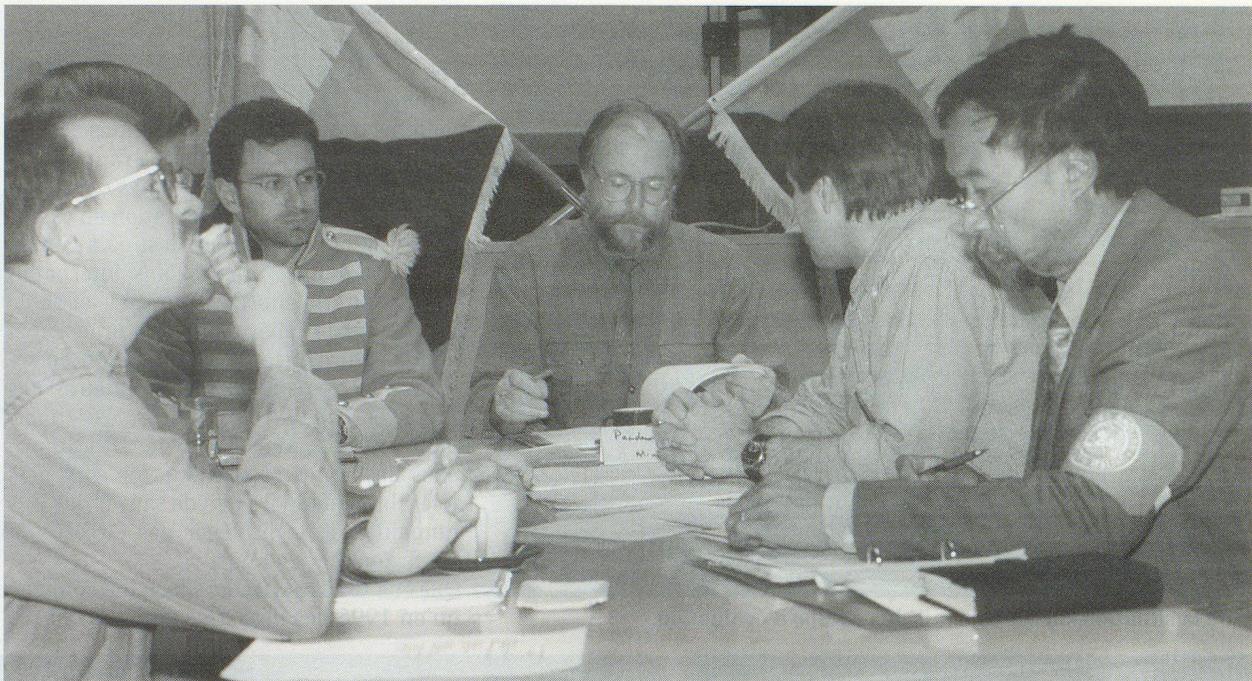
l'Etat de Vaud comme une modeste contribution à la coopération internationale, comme un signe d'ouverture au monde et comme la marque d'une reconnaissance pour les travaux des Nations Unies. Philippe Bouillé, pour sa part, a rappelé que le mécanisme des Nations Unies chargé de l'évaluation et de la coordination en cas de catastrophe (UNDAC) est destiné à contribuer à répondre aux besoins internationaux pour une information rapide et fiable lors de la première phase d'urgence et d'aider à organiser la coordination de secours. De nos jours les gestionnaires des urgences doivent être des professionnels dans leur domaine d'activité. Des approches hésitantes et amateurs ne sont plus tolérables quand il s'agit de sauver des vies humaines et de protéger des êtres de la souffrance et du danger.

Quant à Charles Raedersdorf, il a souligné qu'en 1996, les désastres naturels ont tué

11 000 personnes et coûté 60 millions de dollars en destruction. Ceci représente le résultat de quelque 600 événements (typhons, inondations, tremblements de terre, etc.). Ces éléments représentent un facteur de multiplication de cinq depuis 1960. Aujourd'hui, le 60% de la population vit dans des villes, ce qui contribue à fragiliser l'écosystème et augure une augmentation non négligeable des catastrophes de type industriel.

Théorie et pratique

Ce cours se déroule sur deux semaines et aborde, sur le plan théorique, tous les paramètres de l'aide humanitaire. Connaissance des Nations Unies et de son fonctionnement, les ressources à disposition, les leviers à actionner pour obtenir de l'aide ou des autorisations, collaboration avec les autorités des pays sinistrés, évaluation de l'ampleur des moyens à mettre



Conférence de presse faite par le ministre de l'Intérieur «d'Emirana».

en œuvre, planification de l'évacuation de population, gestion des médias présents, mesures de sécurité pour le personnel portant des secours, utilisation des moyens de communication, vivre dans un environnement chaotique et parfois dangereux, etc. Cette partie permet de développer une unité de doctrine et une systématique de travail commune, qui renforcent l'efficacité des équipes sur le terrain.

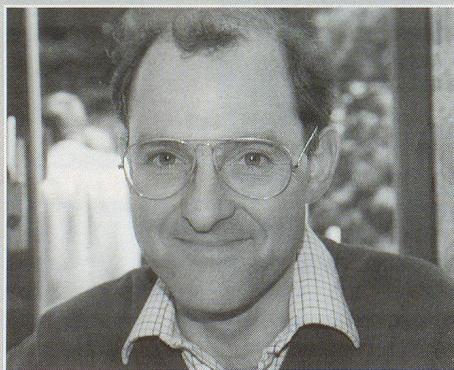
La cerise sur le gâteau est constituée par un exercice d'un peu plus d'une journée puisque débutant dans la nuit, dirigé par Ola Almgren. Cet exercice simule un trem-

blement de terre se situant dans un pays fictif, «Emirana». Le scénario comporte un quartier général (dans les locaux de cours), une équipe sur les lieux de la catastrophe (piste d'exercice), deux équipes parties en évaluation dans un centre urbain (une carrière de la région) et l'autre dans une région rurale (Centre d'instruction d'Aubonne). D'autres éléments viendront compliquer la situation, à savoir l'organisation d'un déplacement de population civile. Pour compliquer encore le problème, des éléments politiques viendront troubler des relations apparemment harmonieuses,

puisque par exemple, un ambassadeur d'un pays portant secours sera «remercié». Malgré son côté fictif, on retrouve tous les ingrédients que chacun rencontre dans ses activités et ce qui se passe actuellement dans plusieurs pays de notre planète. Chaque participant joue un, voire plusieurs rôles, dans un camp (les sinistrés et leur gouvernement) ou dans l'autre (l'équipe d'évaluation et l'équipe d'urgence), ou encore jouera le rôle des médias. Le stress n'est pas absent: l'exercice a débuté très tôt et les événements s'enchaîneront très rapidement. □

Point de vue d'un participant

Gilbert Greenall, citoyen du Royaume-Uni, travaille pour le Gouvernement. Il dépend du Emergency Aid Department, dans le Overseas Development Administration. Tout d'abord militaire, il a débuté sa «carrière» humanitaire au Cambodge en 1979 pour les besoins d'une ONG (Organisation non gouvernementale) puis c'est l'Ouganda. Peu après, il débute des études de médecine qu'il achève. Il est envoyé, cette fois pour les besoins du Gouvernement, en Irak du Nord. C'est là qu'il est confronté pour la première fois avec la gestion d'un demi-million de personnes se trouvant en Turquie et qu'il fallait ramener en Irak du Nord, en collaboration avec l'armée britannique. Dans le même



temps, il s'occupe d'une population située le long de la frontière iranienne, pour les besoins de la Communauté européenne. Il y a vingt ans, la complexité des problèmes posés n'était pas si grande qu'aujourd'hui, explique Gilbert Greenall. C'est la raison pour laquelle il suit ce cours aujourd'hui. Pour bien gérer il faut bien comprendre la systémique de l'aide huma-

nitaire et l'ensemble du fonctionnement de ce qu'il appelle la «famille» des Nations Unies et qui sont compliqués dans leur fonctionnement. Il ne suffit pas de se précipiter pour porter des secours; il faut tenir compte de paramètres qui parfois désarçonnent (politiques, administratifs, culturels, religieux, etc.). «Cela demande une grande humilité», poursuit Gilbert Greenall, malgré l'expérience que j'ai acquise sur le terrain: Ouganda, Cambodge, Bosnie, Angola, Somalie, le Caucase, j'ai constaté beaucoup de différences dans la gestion de ces ethnies souvent éloignées sur le plan culturel et social. C'est tout l'apport de ce genre de cours qui permet l'échange d'une masse d'informations et d'expériences vécues.»

Au fait, Gilbert Greenall a tout de même trouvé le temps de se marier; il a quatre enfants. □